

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 6 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENROBES 35 (SARL)

La Rougeraie
35410 DOMLOUP

Références : UD35/2022-498

Code AIOT : 0005506557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement ENROBES 35 (SARL) implanté La Rougeraie 35410 DOMLOUP. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENROBES 35 (SARL)
- La Rougeraie 35410 DOMLOUP
- Code AIOT : 0005506557
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site de Domloup est spécialisé dans la production d'enrobés à chaud à destination des chantiers bretons.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite des visites précédentes
- Action Nationale 2022 sur les mesures de la qualité des rejets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets Eaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.1	/	Sans objet
2	Rejets Eaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.2	/	Sans objet
3	Rejets Eaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	/	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	/	Sans objet
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5	/	Sans objet
8	Stockage transitoire de déchets ?	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente essentiellement des enjeux de risque accidentel avec l'incendie des stockages de bitume et de risque chronique avec les rejets atmosphériques.
Sur ces deux paramètres, l'inspection n'a pas noté de non conformité, les améliorations demandées feront l'objet d'une vérification ultérieure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prélèvement d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel est interdit dès lors que l'accès au réseau public est possible. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.
Constats : Les installations se limitent à des bacs de stockage de bitume chaud convoyé par citernes réchauffées et maintenu en température et d'un convoyeur permettant la fabrication d'enrobés en ajoutant au bitume des granulats. Une zone extérieure sert de stockage des refus de chantiers qui sont réincorporés à la production dans une quantité permettant de maintenir le niveau de qualité souhaité par le client. Le process industriel ne consomme pas d'eau. L'eau consommée se limite aux sanitaires et au nettoyage des camions, nettoyage suspendu durant les périodes de sécheresse. La consommation ne dépasse pas quelques mètres cubes par mois. Il n'y a pas de prélèvement dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. Le raccordement au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.
Constats : Sur site, un seul compteur est utilisé à l'entrée de ce dernier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejets des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE pour rejet dans le milieu naturel. Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà
Constats : Seules les eaux pluviales sont rejetées, ces dernières passent par un séparateur avant rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. Voir tableau AM
Constats : Les mesures sont réalisées de manière très ponctuelles et ne font pas apparaître de dépassement sur les paramètres suivis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fréquence définie en fonction des flux.
Constats : La fréquence de mesure est annuelle, le dernier rapport a été présenté. L'organisme de contrôle fait apparaître dans son rapport les éventuelles paramètres non conforme, toutefois l'exploitant n'a pas communiqué à l'organisme les VLE pour son site ce qui ne permet pas la mise en exergue rapide des paramètres les dépassant.
Observations : L'exploitant devra communiquer à l'organisme vérificateur les VLE pour son site de Domloup afin de rendre les rapports de contrôle plus opérationnels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérifier si un écart existe entre le valeurs mesurées dans le cadre du contrôle périodique et celles du contrôle continu.
Constats : Il n'y a pas de contrôle continu sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, parmi les dispositifs suivants : <p>a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b) Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les réserves d'eau et les poteaux incendie ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, et peuvent coexister pour une même installation.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures. Au moins un point d'eau est en mesure de fournir, à lui seul, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables aux moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : Le site est équipé d'extincteurs dont le programme de vérification est tenu à jour, une vérification par sondage n'a pas mis en exergue d'extincteurs en défaut de contrôle.</p> <p>La défense incendie est complétée par une réserve incendie dédiée aux service de secours.</p> <p>Une rétention pour les eaux d'extinctions est prévue, la vanne d'obturation est accessible et manœuvrable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage transitoire de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Accueil sur site de produits enrobés mais interdiction d'accueil de certains déchets (amiantés notamment), donc nature des déchets connue avant accueil. (cf inspection de 2015)
Constats : Afin d'éviter l'accueil sur site de déchets amiantés, la communication des analyses des déchets en question est communiquées antérieurement à leur arrivée. En cas de défaut de communication ou d'analyse non satisfaisante, le déchet est refusé. Si la pratique est bien mise en œuvre (présentation des dernières analyses reçues), cette dernière n'est pas formalisée au travers d'une procédure.
Observations : L'exploitant rédigera une procédure d'accueil des déchets d'enrobés incluant la transmission préalable des analyses et précisant les actions à réaliser en cas d'absence de transmission ou de mesure présentant de l'amiante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet